

## INTERACTIONS ENTRE PERSPECTIVES D'EMPLOI ET DYNAMIQUE SOCIO-ECONOMIQUE CHEZ LES JEUNES : LE CAS ALGERIEN

Pr Djilali SARI ( Un. d'Alger)

### Résumé

Significatives sont les mutations socio - démographiques et culturelles désormais perceptibles à travers notamment l'**autonomisation accrue de la gent féminine** s'investissant massivement dans des secteurs - clef de la vie socioculturelle et économique.

Or bien après le **baby-boom** de l'après guerre de l'indépendance (1962), l'insertion des demandeurs d'emplois en nombre sans cesse croissant s'inscrit de plus en plus dans un contexte économique des plus défavorables pour la masse des sans emplois.

Plus que jamais, une insertion entravée par la difficile mise à niveau de l'économie nationale et la faiblesse de son ouverture à l'économie de marché, en dépit du rétablissement des équilibres macro-économiques et d'une embellie financière sans précédent...

Aussi majoritaires sont – ils les laisser - pour – compte au sein d'une **population juvénile d'extraction sociale diverse contrainte qu'elle est de se révolter crescendo**.... N'y échappent que ceux et celles répondant objectivement aux critères imposés par la mondialisation aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire national, face aux contingents condamnés à l'émigration clandestine non sans s'exposer à de graves risques et périls...

-----

Très paradoxale sur le double plan financier et économique est l'évolution récente et en cours particulièrement au terme d'une décennie de violences et d'horreur ayant entraîné de lourdes conséquences sur les plans matériel et humain.

Toutefois, c'est bien au cours du paroxysme de cette décennie que l'observateur averti est à même de relever nombre d'indices et de manifestations révélant une dynamique socioculturelle à l'oeuvre notamment à travers l'**autonomisation de la gent féminine**, précisément l'objectif qui a été ciblé par le terrorisme, de surcroît accompagnée par non seulement maintes destruction d'infrastructures socio-éducatives et économiques mais aussi partout par les massacres de populations sans défense dont de nombreux enseignant(e)s, tous cycles confondus...

Expression concrète d'efforts inlassablement déployés dès le décollage du jeune Etat au terme d'une longue lutte de libération nationale, cette dynamique ne se heurte pas moins à **de graves blocages sur les plans économique et politique**, alors que le pays ne manque ni de ressources humaines si appréciée sous d'autres cieux, ni de ressources naturelles tant enviées. De surcroît, dans un contexte d'une embellie financière jamais atteinte après des années de déficits et de surendettement...

Or dans de telles conditions la dynamique socioculturelle ne risque-t – il pas d'en pâtir plus particulièrement dans un contexte d'une **globalisation** accélérant sans cesse la fuite de jeunes diplômés et d'universitaires ? Dans le contexte **d'une mondialisation habilement recherché et non subie passivement**, les effets ne sont-ils pas au contraire moins contraignants, voire bénéfiques dans maints secteurs ? En définitive, quel venir à assurer à ces à ces techniciens, universitaires et promotions de grandes écoles, voire de cadres de secteurs de pointe dans l'hypothèse d'aggravation durable de blocages toujours perceptibles à la fois sur le plan

économique et de gouvernance ? De jeunes de plus en plus aguichés par des horizons lointains et à même de leur offrir de bonnes conditions de bien - être et mieux - être ?

Aussi l'approche proposée est –elle axée sur les trois points suivants :

- la dynamique socioculturelle
- l'investissement de secteurs de pointe
- les facteurs entravant de plus en plus les possibilités et perspectives d'insertion des primo- demandeurs d'emploi

## I – LA DYNMAIQUE SOCIOECULTURELLE

Payantes on été les options prises rapidement et résolument en faveur des générations montantes dès les débuts du recouvrement de la souveraineté nationale. Celles concrétisées par **la démocratisation d'accès à l'école comme à l'université**, sans discrimination entre filles et garçons, les femmes et hommes de demain... D'autant que c'est bien au cours du paroxysme des violences des années 1990 que la scolarisation des filles s'est affirmée tant au niveau de l'enseignement secondaire que supérieur.

### 1- La démocratisation de l'enseignement

Désormais, la démocratisation de l'enseignement est une réalité tangible même si elle est confrontée à de complexes problèmes et qu'il n'est question avant tout que de démocratisation quantitative au sens d'André Prost (1986) et Pierre Merle (2002). Précisément d'une démocratisation d'accès aussi bien à tous les cycles d'enseignement. Du reste, c'est pour faire face aux désaffections engendrées par la dégradation croissante des conditions de vie, qu'il a fallu consentir depuis la rentrée de 1999 - 2000 des primes assez conséquentes au profit de parents d'élèves des plus nécessiteux. De même, au supérieur, loin de fléchir, le nombre de boursiers n'a cessé de s'accroître, soit 89,4 % en 2003 contre 87,02 % en 2002, en dépit d'une progression des effectifs de 11,4% durant la même période.

D'emblée, avec une scolarisation d'un peu plus de 8 fillettes et près de 9 garçons sur 10 (tableau 1) en âge de scolarisation (6 à 14 ans), **la démocratisation quantitative est une réalité concrète**. Globalement, les effectifs ont quadruplé de 1966 à 1987 et **quintuplé de 1966 à 1998** (tableau 1), réduisant ainsi sensiblement au siècle finissant les écarts entre les deux sexes, voire leur élimination à terme, alors qu'en 1966 les fillettes ne représentaient qu'un peu plus du tiers (**36,4 %**) et au terme d'une génération d'efforts continus en 1987, on relève 7 sur 10 scolarisés (**71,9%**).

Ainsi la démocratisation quantitative est une réalité désormais perceptible à travers **une féminisation revêtant diverses formes et manifestations. Crescendo** dès les débuts du secondaire.

### 1 - Evolution de la scolarisation (fondamental et secondaire)

%année	% total	Garçons	Filles	Effectifs (1000)	Accrois.	%
1966	47,2	56,8	36,4	1 487		
1987	79,8	83,7	71,9	5 611	4 042	119
1998	87,6	91,1	84,1	7 435	1 824	32,5

1999-00	87,4	90,4	84,3	7 659	224	3,01
2002- 03	88,5	91,1	85,1	7 893	179	3,05

Source : Annuaire statistiques de l'Algérie, ONS (1998,2001) et recensement général de la population et de l'habitant de 1998.

Désormais, les lycéennes franchissent majoritairement les portes des établissements, précisément depuis le milieu de la décennie 1990 (tableau 2), soit au paroxysme des violences multiformes ayant ciblées scolarisé (e)s et enseignant (e)s à l'intérieur comme à l'extérieur des franchises éducatives, tous cycles confondus, dans villes et campagnes... Or c'est bien durant l'année 1994 - 1995 qu'a été atteinte la parité avec un taux de **50,08 %** contrairement aux écolières en ne représentent que **47 %** en 1999 - 2000.

## 2 - La supériorité indéniable des lycéennes

année	1994-95			1997-98			1999-00		
	total	filles	%	total	filles	%	total	filles	%
Fondam.	6119	2853	45,3	6556	3047	46,4	6739	3173	47,0
Second.	821	411	<b>50</b>	879	447	50,8	921	515	<b>55,9</b>
total	7020	3264	46,4	7435	3494	46,6	7659	3688	48,1

Sources: Annuaire statistique de l'Algérie 1998 et 2001.

## 2 - La supériorité indéniable des lycéennes

Assurément, la supériorité des lycéennes est bien l'expression d'une réelle prise de conscience. D'une détermination et d'**un positionnement face à des phénomènes et réalités les ayant interpellé** durant ces années d'atrocité et d'horreur (I). Les sacrifices n'ont pas été vains, à l'instar de Katia Bengana criblée de balles pour avoir refusé de porter le voile, El Hadja Ménad, jeune comédienne d'un théâtre amateur de Mostaganem brûlée vive pour avoir voulu jouer une comédie, de ces enseignant (e)s se rendant à leurs établissements en zone rurale (zone forestière de Sfisef, près de Sidi Bel Abbès) abattus de sang froid ...

En tout état de cause, la supériorité des lycéennes n'a pas tardé à s'affirmer comme le souligne en la parité au baccalauréat qui a été acquise dès 1995 (tableau 3) aussi bien au niveau des inscriptions que des résultats, les premières étant passé de **51,6 à 58,8 %** de 1994 -1995 à 1998 – 1999 et les dernières respectivement de **53 à 61 %**, alors qu'à la session de juin 2001 on relève **60,7% même si** au baccalauréat technique, les effectifs sont encore extrêmement réduits mais en voie de féminisation croissante.

En conséquences, point de surprise si « la citadelle » demeurée pendant longtemps invincible, l'Université, a fini brusquement par céder pour accueillir de plus en plus ces lycéennes naguère fortement traumatisées.

## 3 - Une supériorité soutenue dans les disciplines et filières tant convoitées

Nombre de faits et d'observations rendent compte de **la prééminence récente des étudiantes à travers les différentes structures du supérieur**, particulièrement au niveau de filières et disciplines les moins accessibles. Si la parité date de l'année 1997- 98 et commence à s'affirmer en accusant un taux de **52,5 %** en 2000-2001

et **54 %** en 2001-2002, elle est bien établie au niveau de l'Université d'Alger avec un taux **61,15 %** en 2001-2002.

Désormais, la supériorité des étudiantes est effective grâce à cette longue marche poursuivie de 1990 - 1991 à 2000 - 2001 en passant respectivement de 77 962 à 254 244, soit un accroissement de 176 282, soit **224 %** avec une moyenne annuelle de **20,3 %** (tableau 5). En revanche, l'accroissement des étudiants n'a été que de 92 242 en passant respectivement de 119 598 à 211 840, soit 77 % avec une moyenne annuelle de **8,3 %** seulement.

En conséquence, demeurées pendant fort longtemps **minoritaires**, les étudiantes sont désormais **majoritaires, soit 54,5 %** en 2000-2001 contre **39,4 %** en 1990-91 si bien que cette supériorité se consolide à travers les options prises en faveur de **disciplines et filières recherchées ardemment** alors que les critères d'accessibilité sont des plus sévères.

A cet égard, illustrative à plus d'un titre est l'Université d'Alger, de loin la plus sélective en la matière en raison de fortes pressions s'exerçant sur ses différents instituts et facultés. Bien que la féminisation soit partout majoritaire et que littérature arabe, **traduction et langues détiennent** le recors avec un taux sensiblement égal à **80 %**, ce sont incontestablement **les sciences politiques et de communication avec la médecine e les sciences auxiliaires** (chirurgie dentaire, pharmacie et biologie) qui focalisent l'attention. Nouvellement investies, les premières avec un taux de **60,4 %** dénotent tout l'intérêt qu'accordent les étudiantes en raison de l'attrait et des opportunités offertes par tout un éventail de **spécialités propres au tertiaire**, allant de la haute administration aux médias, de multiples professions libérales à la diplomatie où partout de jeunes et dynamiques éléments féminins s'observent de plus n plus.

S'agissant de la médecine et des sciences annexes, elles méritent une mention particulière. « Nobles » par excellence, **hautement revalorisantes**, leur accessibilité est demeurée difficile avec de si faibles effectifs, avant de « **s'ouvrir** » aux étudiantes issues des classes moyennes, celles d'avant l'application du PAS en 1993-94, mais aussi postérieurement aux couches plus modestes, voire défavorisées.

A cet égard, maints exemples sont à citer, à l'instar de **la néphrologue et romancière Malika Mokkedem** (2003), l'humble fillette du désert, originaire de Kenadsa (au SW de Béchar) qui a failli interrompre ses études dès son entrée au lycée au cours de la première année de indépendance de l'Algérie... Grâce à sa volonté inébranlable, elle a pu résister à toutes les contraintes et épreuves alors que ses trois camarades ont été contraintes de se marier au terme de la première année du secondaire en quittant définitivement le lycée....

### 3 – Des étudiantes désormais majoritaires

	Etudiantes	Accrois.	%	Part %	Etudiant(e)s	Acc. %
1990-91	77 962			<b>39,4</b>	197 560	8,9
1991-92	88 833	10 871	13,9	40,2	220 878	11,8
1992-93	102 249	13 416	15,1	42	243 397	10,20
1993-94	101 177	<b>- 1 072</b>	<b>-1,05</b>	42,4	238 091	- 2,1
1994-95	102 633	1 456	1,4	43,07	238 427	0,14
1995-96	113 965	11 332	11,04	45,1	252 347	5,8

1995-96	130 397	16 432	14,2	45,6	285 554	13,1
1996-97	146 461	16 064	13,3	43,1	339 518	<b>18,9</b>
1997-98	188 555	<b>42 094</b>	<b>27,7</b>	<b>50,5</b>	372 647	8,7
1999-00	208 523	20 068	10,5	<b>51,1</b>	407 995	9,4
2000-01	254 244	45 721	17,6	<b>52,5</b>	466 084	14,7

Source : Office National des Statistiques (brochures internes)

Tel est bien en définitive, le facteur déterminant à l'origine de profondes mutations socioculturelles revêtant diverses formes perceptibles à travers la quotidienneté en général et la promotion assurée des jeunes dans les secteurs de pointe en particulier.

## II – L'INVESTISSEMENT DE SECTEURS DE POINTE

C'est bien dans un contexte des plus défavorables, celui d'un sous-emploi massif des primo- demandeurs d'emploi, que l'autonomisation de la gent féminine se poursuit activement.

- La féminisation de deux secteurs –clef de la vie socioculturelle

Affranchies massivement des mariages précoces et forcés, les jeunes diplômées se préoccupent avant tout de la vie active et par conséquent de leur **autonomisation**, bien perceptible à travers la féminisation progressive des différents corps de l' Education nationale et de la Santé Publique. C'est ainsi que les progrès sont notables au niveau du secondaire par rapport au fondamental, soit respectivement **52,3 %** et **48,6 %** en 2002-2003 contre **47,5 %** et **43 %** en 1994 - 1995 (tableau 4).

### 4 – Le renforcement du personnel féminin de l'Education Nationale

Années	Cycle d'ensei.	total	Féminin	%
1994 - 05	fondamental	166 771	71 817	43
	secondaire	98 769	46 945	47,5
	total	265 540	118 762	44,72
2000 - 01	fondamental	169 559	79 093	47,6
	secondaire	79 093	51 150	50,8
2002 - 03	fondamental	167 529	81 463	48,6
	secondaire	102 137	53 462	52,3
	total	269 666	134 925	50,03

Source : Annuaire Statistique de l'Algérie, 19998, no 19, 2001, no 19

**La supériorité des lauréates** (tableau 3) a été donc bénéfique à plus d'un titre en concrétisant la parité au niveau du secondaire dès l'aube du XXI e siècle alors qu'elle n'est pas encore atteinte au fondamental. Toutefois, le faible écart ne saurait tarder à se résorber à terme. De plus, compte tenu de la dispersion très grande des écoles dans les campagnes, la féminisation du personnel revêt une toute autre signification que dans les centres urbains.

En revanche, si l'encadrement féminin au supérieur accuse un retard, force est de constater que **l'algérienisation n'a été quasi-nulle à la rentrée de 1962-1963 et**

**bien après.** D'autant que les carrières universitaires sont sélectives et n'attirent que les plus motivé(e)s.

En tout état de cause, faute de données détaillées, l'approche se limite à la plus ancienne université, l' Université d'Alger, soit nécessairement la plus féminisée.

#### 5 - Le corps enseignant de l'Université d'Alger (2001-2002)

	Féminin	%	total
Médecine, pharmacie, chir. dentaire	532	46,22	1 151
Langue et littérature arabes, lang. vivantes	158	54,8	288
Sciences politiques, relations extérieures	27	25,71	105
Sciences économiques, gestion	75	47,8	234

Source : Université d'Alger, Service des Statistiques

Avec un taux de **44, 03 %** en 2001-2002 (tableau 5), la féminisation a déjà franchi une étape décisive. Aussi la parité ne saurait-elle tarder. En effet, hormis le minimum de 25,71 % relatif à des disciplines (sciences politiques et relations extérieures) n'attirant encore qu' une très faible proportion d'étudiant(e)s, les différentes moyennes s'approchent de la médiane alors que langue et littérature arabes avec les langues vivantes la franchissent en (**54,8 %**).

S'agissant de la **féminisation** de la Santé Publique, elle est **spectaculaire** en atteignant un taux de **52,2 %** dès **1995** pour l'ensemble du corps médical, alors que les pharmaciennes et chirurgiennes - dentistes accusent respectivement **59,8 %** et **64, 1%**. De plus, à la fin de la décennie écoulée, les quatre corps non confondus dépassent les **50 %** avec une moyenne de **55 %** en dépit de l'attrait du secteur privé. Cette attrait explique bien la baisse du nombre des pharmaciennes puis des chirurgiennes - dentistes. Par suite des injonctions émanant des institutions financières internationales, le secteur public risque d'en pâtir. En fait, d'ores et déjà les déficits s'observent au sein des centres hospitaliers de l'intérieur.

En revanche, pour ce qui est de la médecine académique, elle est forcément en retard, au demeurant tout comme dans les pays développés (Pollner, 1998, 2 : 23). Or même avec un taux de **40 %** en 2000, la performance est indéniable, la parité ne tardant pas à se concrétiser à terme.

En revanche, s'agissant de la population occupée totale, la part de la féminisation est estimée à **17, 43** en 2004 contre **15,6** en 2000 – 2001. Sans conteste, la sous-estimation est manifeste alors que dans les deux secteurs confondus (formel et informel) les femmes, toutes tranches d'âge confondues, sont de plus en plus recherchées principalement les activités échappant à la fiscalité. **A toute transparence !**

- l'investissement de secteurs de pointe

Incontestablement, les jeunes diplômé(e)s ayant suivi des disciplines et filières bien déterminées (informatique, gestion, langues vivantes, interprétariat, journalisme, ...) sont en mesure de faire valoir leur compétence. Plus que jamais, **ils et elles s'y investissent pleinement et brillamment** dans les secteurs de pointe et créneaux porteurs. Là, **leur visibilité est réelle.**

C'est ainsi qu'ils et elles s'activent dans les professions libérales, dans les différentes branches juridiques, les finances, le journalisme (120 journalistes de sexe

féminin contre une vingtaine au Maroc et une dizaine en Tunisie), les hydrocarbures. Pour la seule branche de commercialisation du groupe Sonatrach, le personnel féminin représente 37 % contre 3 % seulement pour les cadres supérieurs suivant une source émanant de ce même groupe. De même, la féminisation est perceptible dans l'édition et la communication et de plus en plus manifeste dans l'informatique, la téléphonie fixe et davantage le mobile... S'agissant des pilotes et managers, des chefs d'entreprises industrielles ou agricoles de sexe féminin, il n'a y plus de tabou ni de surprise. Illustratif à plus d'un titre est l'exemple de cette enseignante du secondaire, une de nos anciennes étudiantes, ayant opté pour le Sud, la région du Touat pour y créer avec le concours de ses trois enfants universitaires **une grande exploitation agricole - pilote fortement médiatisée à la fin des années 1980.**

S'agissant de la vie associative, d'ores et déjà il est aisé d'apprécier à sa juste valeur leur action tant sur le plan caritatif qu'en ce qui concerne les actions et initiatives à portée socio-éducative et culturelle. Tel est l'exemple de cette manager venue récemment décerner un prix à de jeunes auteurs en s'engageant sur le champ non seulement à accroître le montant des prix à l'avenir mais aussi à créer de nouveaux prix en faveur d'autres disciplines au profit de jeunes talents.

Par ailleurs, prenant conscience de leur responsabilité sur le plan régional, voire international, des initiatives ont été prises pour mieux les s'assurer. C'est ainsi que la présidente de l'AFACE (Association des Femmes Algériennes Chefs Entreprise) préside la FMAFCE (Fédération Maghrébine des Associations de Femmes Chefs d'Entreprise) créée récemment à Alger. Quant à SEVE (Savoir et vouloir Entreprendre), au féminin s'entend, elle poursuit d'autres missions notamment celle d'accompagner la représentation de l'Union Européenne dans son programme de lutte contre le chômage et la pauvreté. Tout un programme est en cours d'exécution en faveur des jeunes des deux sexes dans les zones déshéritées.

En revanche, pour ce qui est des nominations récentes à des postes de haute responsabilité au profit d'éléments féminins, elles ne peuvent induire en erreur l'observateur attentif. S'inscrivant dans un contexte bien déterminé, ces nominations demeurent encore symboliques et non sans arrière-pensée de politique politicienne, même si l'on est agréablement surpris par le dynamisme et l'engagement de certaines responsables.

Aussi partout la gent féminine est-elle exclue des hautes sphères de décision et d'exécution. Il en va de même au sein des assemblées élues, des APC (Assemblée Populaire Communale) à l'APW (Assemblée Populaire de Wilaya) et l'APN (Assemblée Populaire Nationale)...où leur représentativité moyenne ne dépasse guère 6 %. Partout au sein des hautes sphères de décision et de commandement on observe le même phénomène si l'on exclut ici et là d'éphémères ou temporaires présences individuelles, du reste recrutées parmi les proches-parents de la nomenclatura, au surplus ne répondant pas souvent aux critères de compétence.

En définitive, **de larges perspectives s'ouvrent aux jeunes diplômés et universitaires répondant à des critères bien déterminés.** Désormais, ce sont les filières d'enseignement directement concernées qu'il convient **de privilégier, de consolider et d'optimiser** comme l'illustre les données déductible des offres d'emploi offertes aux ingénieurs (2) : 80 % des annonces étudiées exigent un bon niveau, voire un très bon niveau en **français**, et 42 % l'anglais tandis qu'un bon niveau en langue nationale n'est exigé que par 7 % des annonces d'où le décalage entre discours officiel prônant la généralisation de la langue arabe et la réalité du marché de l'emploi... En parallèle à d'autres phénomènes, **ce décalage entrave gravement et massivement l'insertion des primo-demandeurs d'emploi.**

### III – LES TROIS QUARTS DES PRIMO - DEMANDEURS D'Emploi COFRONTES AU CHAMAGE

Paradoxe des paradoxes, c'est dans un contexte d'une l'embellie financière sans précédent que s'aggravent et perdurent les problèmes **des primo- demandeurs d'emploi**. De surcroît, dans le cadre d'une **transition démographique renforçant sensiblement leurs tranches d'âge**.

- Près des trois quarts des chômeurs sont âgés de moins de 30 ans

Avec une somme de 1,7 M (1,671 M) de personnes en chômage (tableau 6) en 2004 suivant les données de l'ONS (Office National des Statistiques), c'est un minimum bien au dessous de maintes réalités incontournables observables dans villes et campagnes. Du reste, la moyenne est toujours d'**un occupé sur quatre personnes en âge d'activité** alors que les dernières données indiquent une baisse de plus en plus rapide, soit un taux de 17,7% en février 2004 contre 23,7% en septembre 2003. Cependant le Ministère des Finances retient 19%.

En tout état de cause, les fortes estimations d'accroissement d'emploi ne doivent pas être dissociées d'une tout autre réalité incontournable qui a fini par s'imposer brutalement sur le terrain. C'est celle de **l'hypertrophie de l'informel**. Une réalité de plus en plus préjudiciable à l'économie nationale et tant dénoncée par les organisations patronales.

#### 6 - Population en chômage

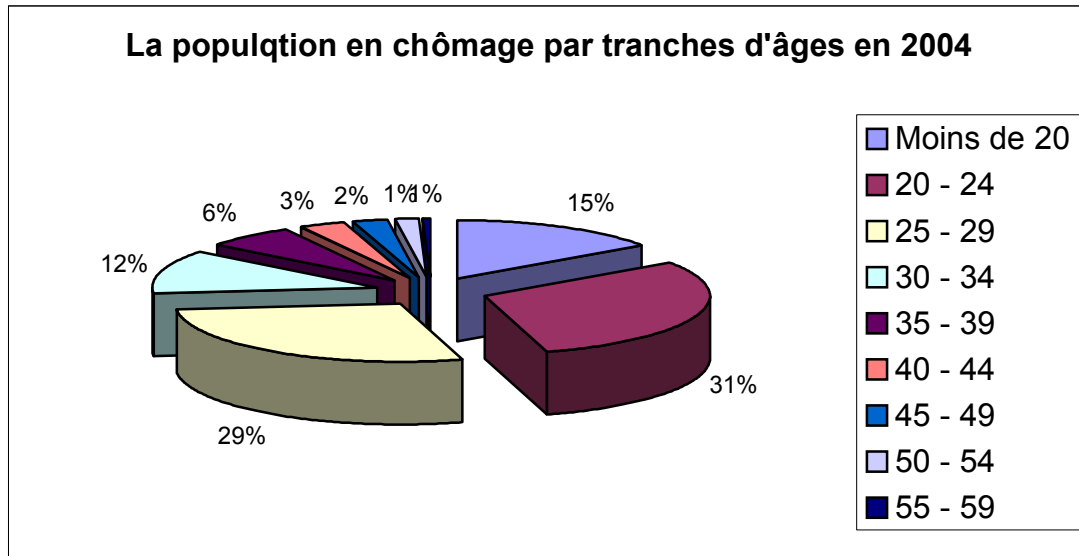
âges	Urbain	rural	Total (nombre)	Total (%)
Moins de 20	127 521	129 385	256 907	15,36
20 - 24	300 445	204 933	505 378	30,22
25 - 29	280 648	181 985	462 633	27,64
30 - 34	132 002	74 445	206 447	12,32
35 - 39	65 000	39 298	104 297	6,22
40 - 44	38 800	19 491	58 291	3,47
45 - 49	28 338	13 245	41 583	2,45
50 - 54	15 624	8 953	24 577	1,43
55 - 59	5 992	5 430	11 422	0,65
Total	994 371	677 163	1 671 534	100

Source : Office National des Statistiques, Données Statistiques, janvier 2005, no 411

C'est ainsi que les effectifs âgés de moins de 30 ans sont au nombre de **1,224 M** de personnes, soit **73,5%** de chômeurs dont **près de la moitié (45%)** ont moins de 25 ans (0,762 M d'âmes). De plus, en milieu urbain, la part des premiers (les moins de 30 ans) représente **57,66%** contre **56,16%** pour les moins de 25 ans.

Brutalement, cette situation s'est imposée dès le milieu des années 1980 par suite de l'arrivée au marché d'emploi **des générations issues du baby – boom de l'après guerre d'Indépendance**. D'autant que cette arrivée de plus en plus massive au marché d'emploi s'est confrontée aux redoutables retombées du contre- choc pétrolier de 1986 et ... à l'origine **des émeutes d' octobre 1988, celles avant tout de jeunes** (Dj Sari, 1996). Depuis, l'aggravation sans cesse a conduit inexorablement à l'application draconienne du PAS (Programme d'ajustement Structurel) au milieu





des années 1990 dont le coût a été lourdement supporté par les masses populaires aussitôt affectée par **la fracture sociale** consécutive à la perte brutale de 400 000 emplois (Dj Sari, 2001 : 77- 92)...

Or si le principal objectif de tout PAS a été bien établi, les enseignements n'ont pas été pour autant retenus. En effet, le rétablissement des équilibres macro-économiques et financiers a été rétabli depuis 1998 puis suivi par **une embellie financière sans précédent** se chiffrant au début avril 2005 à 50 milliards de \$. Qu'il s'agisse du stock de la dette ou de ses ratios, les résultats sont indéniables. C'est ainsi que le premier été ramené 33 à 21 milliards \$ de 1995 à la fin 2004 tandis que la part du service de la dette ne cesse de se rétrécir en en ne représentant plus que 12 % de la valeur des exportations en 2004 contre 75% entre 1988 et 1993.

Autant de données qui vont à l'encontre des réalités socioéconomiques présentes. Plus que jamais, **l'appauvrissement continu des plus pauvres s'accompagne par l'enrichissement ostentatoire de nouveaux riches.**

- Les réalités et blocages du système économique.

Plus que jamais, l'économie nationale se réduite à une mono - exportation, les hydrocarbures, le secteur représentant à lui - seul 95 à 98 % de la valeur des exportations. D'autant que l'optimisation de ces ressources tout comme celle d'autres secteurs n'a pas été poursuivie depuis la mise en cause de l'industrialisation à la fin des années 1970. En fait, **une double dépendance**, celle à la fois du secteur énergétique et des fluctuations incessantes du cours du brut sur le plan international. De plus en plus, des bocages retardent et entravent l'insertion de l'économie nationale dans l'incontournable mais nécessaire économie de marché, pénalisant et stérilisant les forces vives du pays, **massivement la population juvénile.**

Du pétrole c'est bien, du pétrole et des idées c'est mieux

(...) nous avons besoin, à l'évidence, et nous ne cesserons de le répéter, de politiques structurelles qui visent à transformer le système économique plus que de politiques conjoncturelles qui ont atteint leurs limites. La récession est derrière nous et la croissance est revenue même si elle n'est pas encore de qualité et reste trop coûteuse. On ne peut

raisonnablement pas continuer à élaborer et financer, sur deniers publics, des programmes de relance les uns après les autres !

Par contre, les tares de notre économie sont toujours là : dépendance énorme des hydrocarbures, très faible productivité des facteurs, absence de compétitivité, climat d'investissement épouvantable. La solution à ses tares s'appelle réformes économiques. Il faut les faire et maintenant plus que jamais car nous avons les ressources nécessaires à leur financement. (...) Rien sur les réformes économiques et l'achèvement de la construction de l'économie de marché. Attention, il ne faut pas se tromper d'objectifs stratégiques.

Pr Abdelmadjid Bouzidi, Le Quotidien d'Oran, 31 mars 2005, p 9

Par ailleurs, au lieu de la poursuite résolument des réformes en les approfondissant sans cesse, le plan de relance amorcé depuis 2002 se heurte à de complexes problèmes d'autant plus qu'il ne s'accompagne pas par la création d'emplois durables ni productifs. En effet, confiés bien souvent à des sociétés étrangères, la réalisation des grands travaux aggravent la dépendance vis\_à vis de l'extérieur en ce qui concerne la conception et le management en particulier, voire ... la main d'œuvre, à l'instar des chantiers d'habitat que réalisent des entreprises chinoises à partir d'un personnel souvent importé en totalité ... et aggravant ainsi **le désœuvrement des actifs tant urbains que ruraux...**

Quant à la politique dite de micro - crédit tant prônée par les institutions financières internationales en faveur des jeunes, ses impacts réels sont fort réduits sur la masse de la population concernée. Ainsi les données disponibles émanant du ministère concerné, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité nationale, sont révélatrices. C'est ainsi qu'il est question d'un programme de 50 000 contrats de pré-emploi visant le recrutement de 45 000 jeunes universitaires et techniciens supérieurs au niveau du secteur supérieur et 5 000 au niveau du privé. La même source de mentionner « un certain déséquilibre » entre la demande et l'offre en contrat de pré emploi, compte tenu :

*« du nombre de plus en plus important de nouveaux diplômés qui arrivent chaque année sur le marché de l'emploi. »*

Et de citer quelques données très significatifs relatives aux taux de chômeurs par filières de formation, soit 43 % pour les sciences humaines et sociales, 22 % des sciences et technologies et 7 % seulement des langues vivantes. Des taux pleins d'enseignement n'y échappent dans l'ensemble que ceux et celles répondant **aux critères de sélectivité et de recrutement exigés par les multinationales**, soit dans l'ensemble : les promu (e)s des disciplines et profils de pointe, ceux des NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication), l'industrie pétrolière, le commerce international, les managers compétent(e)s et performant(e)s issu(e)s de hautes écoles de gestion et des finances.

En tout état de cause, il est urgent de réagir impérativement. Avec célérité en sachant tirer les enseignements sur les plans de la formation et de l'économie, par :

- la refonte des filières de formation professionnelles en parallèle avec des cursus donnant toute la priorité aux spécialités à même d'assurer l'insertion des diplômé(e)s.
- l'éradication des pratiques rentières, condition *sine qua non* pour favoriser le développement d'activités recherchées par la globalisation.

## Conclusion

Ainsi déterminants et payants ont été les efforts déployés inlassablement en faveur de la démocratisation d'accès à l'école comme à l'université et à l'origine

même de la dynamique socioculturelle bien attestée par l'autonomisation de la gent féminine et l'insertion soutenue des diplômé(e)s et universitaires issus de profils de formation répondant parfaitement aux critères et normes exigés par les secteurs d'activité de pointe.

De surcroît de secteurs à même d'entraîner rapidement l'insertion de l'économie nationale dans l'incontournable mondialisation. Une économie demeurée trop dépendante d'une mono- exportation fut – elle d'hydrocarbures, et fut – elle accompagnée présentement d' une embellie financière sans précédent mais sans pour autant donner lieu à de profondes transformations des comportements et mentalités au niveau des hautes sphères de décision.

Aussi les blocages se poursuivent- il directement aux dépens de la société, plus particulièrement des primo- demandeurs d'emploi dont les trois quarts sont réduits au chômage. N' y échappent qu'une frange réduite constituée par ceux et celles répondant objectivement aux critères imposés par les services et secteurs d'activités de pointe, alors que le pays dispose de si précieuses **ressources** tant **humaines que naturelles. De ressources** aisément **mobilisables qui**, sous d'autres cieux, entraîneraient de profondes mutations. Sans une bonne gouvernance la seule qui puisse enrayer durablement la rente pétrolière en particulier ?

#### Notes

(1) De ces massacres innombrables résulte la brochure intitulée : « Cahiers sur la violence en Algérie » de 72 pages, illustrée de photos en noir et blanc, sur papier quadrillé à la façon des cahiers d'écoliers, et tiré à 3 000 exemplaires. Faite par les soins de l' Unesco et diffusée à Bruxelles, constitue la contribution des Nations Unies pour la tolérance (1995) en retraçant chapitre par chapitre distinct, la longue liste d'assassinats ayant visé les femmes et les enfants, les intellectuels, l'école, les artistes, les journalistes de 1993 à 1995. A cette dernière date seulement...alors que les écoles incendiées se chiffrent à près d'un millier à la fin des années 1990.

(2) A cet effet, référons-nous aux deux exemples qu'illustrent Elias Zerhouni, le directeur du National Institutes of Health (USA) regroupant 27 instituts nationaux avec un effectif de 27 000 employés dont 6 000 scientifiques, et A Sidi Saïd, le deuxième responsable du groupe pharmaceutique PFizer.

#### Références bibliographiques :

- Bénachenhou A (1993) : inflation et chômage en Algérie, *Monde Arabe, Maghreb Machrek*, Paris, no 139, janv6 mars , p 28- 41
- Grim N (2005) : Marché du travail de l' ingénieur, formation et exigences du marché incompatibles, *El Watan*, Alger, 17 mai.
- Merle P (2002) : Démocratisation ou accroissement des effectifs ? L'exemple de l'évolution de la durée des études en France (1988-1998), *Population*, Paris, juil -oct., no 4-5, p 633-659.
- Mokeddem M (1990) : *Les hommes libres*, Paris, Ramsay, 288p.
- Mokeddem M (2003) : *La transe des insoumis*, Paris, Grasset, 311p.Paris,
- Prost A (1986) : *L'enseignement s'est – il démocratisé ?* Paris, PUF.
- Sari Dj (1996) : *Le poids de la démographie dans la tourmente algérienne*, Paris, CEPED, Rapport de recherche no I, multig. 26 p.
- Sari Dj (1996) : La recrudescence de l'emploi des enfants en Algérie, in *L'enfant exploité*, Paris, Karthala- ORSTOM, p 98- 108.
- Sari Dj (2001) : *La crise algérienne économique, sociale, diagnostic et perspectives, Eléments de stratégie*, Paris, Publisud, 134 p.